

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Le prochain VPR bientôt connu

C'EST ce qui ressort de l'interview que le chef de l'État a récemment accordée à Jeune Afrique. Ali Bongo Ondimba a annoncé que plusieurs profils pouvant occuper le poste de vice-président de la République (VPR) sont sur sa table.

O. N.
Libreville/Gabon

NOMBRE d'observateurs et autres analystes de la vie politique du Gabon affirment que depuis l'avènement du président Ali Bongo Ondimba à la tête de l'État, la nomination d'un vice-président de la République (VPR), semble ne pas constituer une véritable préoccupation. Surtout que, selon certains juristes, les dispositions constitutionnelles relatives à ladite fonction ne sont pas exigeantes sur la question. C'est sans doute pour cela que, lors de son premier mandat (2009-2016), le poste n'avait pas été pourvu. On notera que c'est seulement en août 2017, peu après le Dialogue politique d'Angondjé qu'un VPR avait été nommé. L'honneur avait échu au président du Parti social démocrate (PSD), Pierre-Claver Maganga Moussavou, un des acteurs de premier plan des assises d'Angondjé. Mais ce dernier ne restera pas au poste pendant longtemps. L'homme avait été démis desdites fonctions en mai 2019. Contre toute attente, disaient certains.

Depuis plusieurs mois, dans certains cercles avertis, la question



Photo : P.P/Prince Jackson/L'Union

Qui succédera à Pierre-Claver Maganga Moussavou comme vice-président de la République ?

de pourvoir à nouveau le poste a refait surface. Désormais, nous ne sommes plus dans le domaine de la rumeur. Et pour cause, dans l'entretien qu'il a accordé à Jeune Afrique, le numéro un gabonais aborde, plutôt sans tabou, la question. "La question sera réglée dans les plus brefs délais. J'ai actuellement à l'étude plusieurs profils. Mon choix sera connu rapidement", confie le chef de l'État.

Du coup, les spéculations vont bon train. Et des interrogations

pullulent. Ali Bongo Ondimba va-t-il faire un clin d'œil à l'opposition ? Ira-t-il à nouveau chercher dans la province de la Ngounié comme cela a toujours été le cas ? Au moment où on parle de décennie de la femme, le chef de l'État pourra-t-il promouvoir une femme comme VPR ?

Les uns et les autres seront sans doute fixés dans les tout prochains jours, le président de la République ayant parlé de "rapidement".

La confiance du chef de l'État en la justice gabonaise

NOTAMMENT sur les différentes opérations relatives à la lutte contre la corruption et les détournements de fonds publics.



Photo : F.M.MOMBO/L'Union

Styve Claudel ONDO MINKO
Libreville/Gabon

INTERROGÉ sur la situation de son ancien directeur de cabinet, Brice Laccruche-Alihangha, et de manière générale sur les opérations mains propres "Mamba" et "Scorpion", qui ont entraîné une vague d'arrestations de hauts cadres de la République pour des faits de détournements notamment, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, a d'emblée réitéré à notre confrère Jeune Afrique sa confiance en la justice gabonaise. "Vous comprendrez que dans ma position et en vertu de la séparation des pouvoirs, je ne commenterai pas une procédure judiciaire en cours. Tout ce que je peux dire, c'est que j'ai une entière confiance dans la justice de mon pays. Si des fautes ont été commises, elles devront être sanctionnées, et cela, c'est à la justice de le déterminer", a indiqué le numéro un gabonais. Le chef de l'État, pour qui l'in-

dépendance de la justice gabonaise ne doit souffrir d'aucune interférence, s'insurge, toutefois, contre les immixtions et autres interactions, qui sont le fait de certains milieux déterminés à imposer leur voix dans le cadre du traitement de ces affaires. Et Ali Bongo Ondimba de prévenir, ferme et déterminé : "Les pressions extérieures, d'où qu'elles viennent et sous quelque forme que ce soit, n'y changeront rien. La justice gabonaise est indépendante".

Avant de poursuivre : "La lutte contre la corruption est l'une de mes grandes priorités", a souligné le président de la République. Une politique dont les résultats ne se sont pas trop fait attendre. Le numéro un gabonais en veut pour preuve : "Les travaux récents de la task force sur la dette intérieure, qui ont permis de révéler que, sur un total de 1 030 milliards de F CFA audités, 623 milliards étaient des dettes fictives, soit un ratio de 62 %".

Miroir du gouvernement

Des résultats significatifs !

EN réalité il s'agit d'une confirmation chez Ali Bongo Ondimba, à propos des changements de Premiers ministres et la durée des gouvernements. Ce qui importe pour lui c'est davantage l'efficacité de l'action gouvernementale, moins que la stabilité. C'est presque une constance chez lui. D'autant plus qu'à chaque fois que la question lui est posée dans ce cadre, sa réponse n'a jamais varié. Cela a encore été le cas, récemment, face à nos confrères de Jeune Afrique.

"En ce domaine, ce qui compte n'est pas la stabilité ou la durée, mais l'efficacité. La stabilité est un moyen ; l'efficacité une fin. Si, pour être plus efficace, il faut changer, je n'hésite pas. Quand on est président, il faut savoir s'adapter et trancher". Ainsi répond le chef de l'État à notre confrère du magazine panafricain. Une sortie qui aurait pu être

interprétée comme sonnant le glas du gouvernement de Rose Christiane Ossouka Raponda. Surtout au moment où certains milieux annoncent l'imminence d'un remaniement, voire d'un changement de Premier ministre. Que nenni ! L'actuelle locataire du 2-Décembre, que le numéro un gabonais dit "connaître bien depuis sa nomination au gouvernement", jouit encore d'une bonne image auprès de son mentor. "Ce que je peux dire à ce stade, c'est que la Première ministre a toute ma confiance", a martelé Ali Bongo Ondimba.

Toutefois, cette marque de confiance ne peut ressembler à un blanc-seing. Loin s'en faut. Le président de la République prévient : "Comme pour leurs prédécesseurs, elle et son gouvernement seront jugés, le moment venu, sur leur bilan. J'attends de leur part des résultats significatifs.

Le quotidien des Gabonais doit être amélioré, l'avenir du pays mieux préparé".

Ce qui, de loin ou de près, sonne comme une épée de Damoclès suspendue au-dessus de la tête du gouvernement de la première femme cheffe du gouvernement au Gabon. Car, sur le quotidien des Gabonais, le gouvernement est toujours attendu. Et les attentes sont nombreuses. Tant les Gabonais sont de plus en plus confrontés à des difficultés tout aussi tenaces. La crise sanitaire qui s'y est ajoutée, n'est pas de nature à faciliter la tâche de l'équipe de Mme Ossouka Raponda.

Ali Bongo Ondimba en tiendra-t-il compte à l'heure du bilan ? "La politique c'est l'art du possible", disait François Mitterrand.

ONDOUBA'NTSIBAH